ASSEMBLÉE NATIONALE

20 septembre 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1237)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1396 (Rect)

présenté par

Mme De Temmerman, M. Morenas, Mme Sarles, M. Laqhila, Mme Cattelot, M. Marilossian et
Mme Pompili

ARTICLE 61

À l'alinéa 3, substituer aux mots :

« les enjeux sociaux et environnementaux de son activité »

les mots :

« ses responsabilités sociales et environnementales, tout au long de la chaîne de valeur. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En France, plus de la moitié des sociétés de 50 salariés ou plus déclarent s'impliquer dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Les consommateurs eux-mêmes sont vigilants à ce sujet avec 56 % des Français affirmant accorder une grande importance à la RSE. Face au réchauffement climatique, aux défis démographiques et d'emploi et aux inégalités de revenus, le rôle des entreprises est non-négligeable.

Cet article a pour but d'inscrire dans la loi le rôle des entreprises en tant que personne morale face aux enjeux sociaux et environnementaux. Cet amendement cherche à renforcer cette reconnaissance législative en consacrant non pas la démonstration de bonne volonté des entreprises mais des engagements sérieux, concrets et impactants, que ce soit en son sein, mais également en amont et en aval de ses activités propres. Cela soulignera leur devoir de considérer directement leur impact sur leur environnement et l'importance de l'économie circulaire sur leur activité. À long terme, il s'agit de donner plus de force à ces projets entrepreneuriaux de RSE. Grâce à ces spécificités, nos entreprises renforceront leur compétitivité sur la scène internationale.